

## LIBAN

### Disparition de Wajdi Mallat, juriste, auteur et homme d'État

19/04/2010



Président du Conseil constitutionnel en 1994.

En Wajdi Mallat, décédé le 17 avril, le Liban vient de perdre l'une de ses grandes figures juridiques. Homme d'une intégrité irréprochable et au savoir encyclopédique, Wajdi Mallat était le fils de l'un des plus grands poètes arabes du XXe siècle, Chibli Mallat (1875-1961), célébré d'Alexandrie à Bagdad comme « le poète des cèdres ». Né le 22 novembre 1919, licencié en droit de l'Université Saint-Joseph, pépinière de grands juristes et d'hommes d'État, Wajdi Mallat subit dès son jeune âge la forte influence de l'expérience du libéralisme vécue en Égypte, dans l'entre-deux guerres, comme de l'amitié nouée par son père avec le leader du mouvement nationaliste égyptien, Saad Zaghloul.

Sa réputation de juriste se développa à partir de 1949, année au cours de laquelle il ouvrit son étude d'avocats. Des procès qu'il gagna aux noms du Vatican ou de l'Église maronite lui valurent une solide réputation qui devait le conduire, en 1972, au bâtonnat. Cette même année, il fonda la première organisation arabe de défense des droits de l'homme avec d'autres juristes arabes de renom, comme Abdel Rahman al-Youssoufi, qui fut objecteur de conscience avant d'être Premier ministre du Maroc.

Représentant du Liban à l'Unesco, qui tint un congrès sous sa

présidence, en 1948, il se lia d'amitié avec de grands penseurs comme Taha Hussein et Louis Massignon.

Durant la guerre civile (1975-1990), il refusa de prendre parti, condamnant le désastre et la folie de la violence armée, et dénonçant les atrocités commises de part et d'autre ainsi que les ingérences excessives des États tiers dans la guerre. Il parvient à maintenir des relations d'amitié avec des personnalités de premier plan comme Raymond Eddé, Kamal Joumlatt et Moussa Sadr, tout en restant intimement lié aux patriarches maronites. Le meurtre de Kamal Joumlatt, en 1977, l'ébranla tout particulièrement en raison des liens d'amitié et des affinités séculaires qui s'étaient noués entre les deux familles.

La disparition de Moussa Sadr en Libye, en 1978, le poussa à une action en justice contre le chef de l'État libyen Mouammar Kadhafi, contre lequel un mandat d'arrêt fut lancé. Il s'opposa énergiquement à l'agression israélienne de 1982 et formula des arguments déterminants pour confondre la légitimation de l'invasion, dite « accord du 17 Mai ».

Sa carrière politique puis judiciaire fut marquée par deux événements majeurs. En 1964, il fut nommé ministre des Affaires sociales par le président Hélou, mais démissionna un an plus tard pour protester contre l'éviction injuste de certains magistrats.

Élu en 1994, à une large majorité parlementaire, à la tête du Conseil constitutionnel nouvellement créé, il en démissionna en 1997 pour protester contre le laxisme manifesté dans l'examen de certains recours après les élections parlementaires. Mais il refusa de s'en expliquer publiquement, affirmant simplement que le Conseil constitutionnel avait été créé au Liban « 25 ans trop tôt ».

Durant ses vieux jours, Wajdi Mallat se consacra à la littérature et écrivit un ouvrage de référence sur la poésie de son père : Le poète des cèdres : une école d'identité nationale. Respectueux, jusqu'au scrupule, du devoir de réserve des magistrats, il refusa toute invitation durant les années où il occupait une fonction officielle. Il était marié à Nouha Diab, dont il a eu quatre enfants : Manal, Chibli, Raya et Janane.